CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.939
4 septembre 2003

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA NEUF CENT TRENTE-NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 4 septembre 2003, à 10 h 15

Présidente: M^{me} Kuniko INOBUCHI (Japon)

La PRÉSIDENTE (traduit de l'anglais): Je déclare ouverte la 939^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

C'est pour moi un honneur et un plaisir tout particulier que de souhaiter une cordiale bienvenue au nom de la Conférence à S. E. M^{me} Yoriko Kawaguchi, Ministre des affaires étrangères du Japon.

M^{me} Yoriko Kawaguchi est en fonctions depuis février 2002. Je lui suis très reconnaissante d'avoir entrepris ce long voyage, malgré des engagements divers dans sa capitale, pour s'adresser à la Conférence du désarmement à un moment où la communauté internationale est toujours plus impatiente de voir notre instance reprendre ses travaux de fond.

Avant de prendre ses fonctions de Ministre des affaires étrangères, M^{me} Yoriko Kawaguchi a occupé le poste de Ministre de l'environnement. En cette qualité, elle a traité non seulement des questions d'environnement d'intérêt national, mais elle a également participé aux négociations tenues lors de la sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui a eu lieu à Bonn en juillet 2001, et a, à cette occasion, joué un rôle essentiel dans la prise de décisions importantes. Elle avait occupé avant cela un poste de haut rang au Ministère du commerce international et de l'industrie.

Je saisis cette occasion pour souhaiter la bienvenue au nouveau Représentant permanent du Chili, l'Ambassadeur Juan Antonio Martabit Scaff, ainsi qu'au nouveau Représentant permanent de la Colombie, l'Ambassadrice Lemencia Forero Ucros, et les assurer de notre coopération et notre soutien dans leurs nouvelles fonctions.

Sont également inscrits sur la liste des orateurs le représentant de la France, l'Ambassadeur François Rivasseau, le représentant de Cuba, l'Ambassadeur Oscar León González, le représentant de la République de Corée, l'Ambassadeur Eui-Yong Chung, et, enfin, le représentant du Royaume-Uni, l'Ambassadeur David Boucher.

J'invite à présent la Ministre japonaise des affaires étrangères, M^{me} Yoriko Kawaguchi, à prendre la parole.

M^{me} KAWAGUCHI (Japon) (traduit de l'anglais): C'est un grand honneur pour moi que de m'adresser à cette haute instance qu'est la Conférence du désarmement. Je tiens à féliciter sincèrement l'Ambassadrice Kuniko Inoguchi pour son accession à la présidence de la Conférence. C'est en raison de l'énorme responsabilité du pays présidant la Conférence du désarmement en ce moment si important que j'ai décidé de me joindre à vous aujourd'hui.

J'aimerais vous exposer la position fondamentale du Japon en matière de désarmement et de paix. Après la Seconde Guerre mondiale, le Japon a choisi de se faire une place au sein de la communauté internationale en tant que nation vouée à la paix, fermement résolue à ce qu'en aucun cas le désastre de la guerre ne se reproduise. Depuis lors, profondément convaincu de la philosophie de la paix, le Japon poursuit les objectifs suivants: parvenir au développement économique de façon pacifique et non par des moyens militaires, accroître le bien-être des Japonais et encourager la paix et la stabilité internationales comme préalable à la réalisation de ces objectifs.

(M^{me} Kawaguchi, Japon)

De ce point de vue, le Japon a estimé qu'il devait prouver qu'il ne saurait constituer une menace pour le monde et a donc renoncé à l'arme nucléaire. La loi relative à l'énergie nucléaire, qui limite l'utilisation de cette dernière à des fins pacifiques, a été promulguée en 1955. En 1967, le Japon a proclamé les trois principes en matière d'armes nucléaires, selon lesquels il s'abstiendrait de posséder de telles armes, d'en produire ou d'en introduire sur le territoire national, et il a maintenu ces principes. Les gouvernements successifs, y compris le gouvernement actuel de M. Koizumi, les ont réaffirmés. Le Gouvernement japonais ne s'est jamais écarté de cette position.

L'adhésion du Japon au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1976 a été une importante décision en matière de sécurité. Le Japon est devenu partie au Traité en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et a fait la promesse de renoncer à de telles armes. À présent, le régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires, dont le TNP est la pierre angulaire, constitue le fondement même de la sécurité du Japon. Parallèlement, le Japon a accepté les garanties de l'AIEA pour que ses activités nucléaires se déroulent dans la transparence. En 1999, le Japon a conclu un protocole additionnel. Il est clair que le Japon voit dans le régime du TNP un élément essentiel de sa sécurité et de sa prospérité et est convaincu d'être suivi en cela par l'immense majorité des membres de la communauté internationale.

Le Japon n'a pas ménagé ses efforts diplomatiques dans l'espoir de parvenir à un monde pacifique, sûr et débarrassé de l'arme nucléaire au plus tôt. Il y a 10 ans, en 1994, le Japon soumettait pour la première fois à l'Assemblée générale des Nations Unies son projet de résolution relatif au désarmement nucléaire. Cette année encore, le Japon s'apprête à soumettre à l'Assemblée générale le projet de résolution «Vers l'élimination totale des armes nucléaires».

À titre de mesure concrète visant à renforcer le régime du TNP, le Japon a à cœur d'encourager une entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. J'ai assisté hier à Vienne à la Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité, où j'ai une fois encore souligné combien il était important de parvenir à cet objectif.

Pour que le régime du TNP soit une pierre angulaire de la paix et de la sécurité internationales, il doit être universel. Le Japon se félicite de ce que la République démocratique du Timor-Leste soit devenue le cent quatre-vingt-neuvième État partie, en mai de cette année, immédiatement après son accession à l'indépendance. Néanmoins, certains États ne sont toujours pas parties au TNP. J'ai personnellement saisi chaque occasion pour convaincre ces États de l'importance qu'il y a à adhérer au Traité.

Les États dotés d'armes nucléaires ne doivent pas négliger le fait qu'aujourd'hui presque tous les pays se sont engagés à renoncer à l'arme nucléaire, en vertu du régime du TNP. Il convient à cet égard de rappeler que la décision de 1995 de prolonger indéfiniment le TNP fait partie intégrante d'un ensemble de décisions, dont l'une, concernant «les principes et objectifs», porte notamment sur la promotion du désarmement nucléaire. Les États dotés d'armes nucléaires doivent répondre à la ferme volonté des États non dotés d'armes nucléaires qui constituent l'immense majorité des États parties au TNP en faisant des progrès tangibles dans la voie du désarmement nucléaire.

Le Japon aborde aujourd'hui la question de la paix et du désarmement sous un angle nouveau. Après la fin de la guerre froide, la communauté internationale s'est trouvée face à de nombreux conflits régionaux et de guerres civiles, et l'expérience montre que la cessation des hostilités n'entraîne pas nécessairement une paix durable. Le Japon souhaite aujourd'hui jouer un rôle plus actif dans la consolidation de la paix. Il convient de garantir aux populations un environnement de vie sûr, qui est la condition préalable à la consolidation de la paix et à la reconstruction. À cet égard, il importe de régler le problème des mines antipersonnel et des armes légères. De ce point de vue, la Charte relative à l'aide publique au développement, qui consacre les principes fondamentaux du Japon en la matière, place le concept de «consolidation de la paix» au premier rang des priorités nationales.

J'aimerais ici évoquer l'histoire du désarmement et de la Conférence du désarmement au cours des 10 dernières années. Après la fin de la guerre froide, la Conférence a apporté une contribution significative à l'établissement de nouvelles normes de désarmement. En 1991, immédiatement après la fin de la guerre du Golfe, M. Taro Nakayama, alors Ministre des affaires étrangères du Japon, s'est adressé à la Conférence, soulignant les problèmes qui, à l'époque, n'avaient toujours pas été réglés et exprimant son vif désir de voir cette instance y trouver rapidement une solution. La Conférence a effectivement répondu de façon appropriée à ses attentes: elle a conclu en 1992 la Convention sur les armes chimiques et est parvenu en 1996 au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'importance historique de ces traités ne saurait être surestimée.

Par la suite, la Conférence n'a pas été en mesure d'enregistrer des résultats concrets quels qu'ils soient. Cependant, même au cours de la période où les négociations de la Conférence ont stagné, l'enthousiasme de la communauté internationale pour les questions de désarmement et de non-prolifération n'est pas retombé. Divers événements ont eu lieu en dehors de la Conférence.

Premièrement, d'importantes mesures en faveur du désarmement ont été prises par certains États dotés d'armes nucléaires. En décembre 2001, la Russie et les États-Unis ont déclaré que les deux pays avaient entièrement exécuté leurs obligations en vertu du Traité START I. En juin 2003, le Traité de Moscou, par lequel la Russie et les États-Unis sont convenus de réduire des deux tiers environ leurs ogives nucléaires stratégiques, est entré en vigueur. Autre grande réalisation: l'accord sur 13 mesures concrètes en vue du désarmement nucléaire figurant dans le document final de la Conférence d'examen du TNP de 2000, qui comprend notamment l'engagement sans équivoque des États dotés d'armes nucléaires d'éliminer totalement leurs arsenaux nucléaires.

Deuxièmement, le Code de conduite international visant à faire obstacle à la prolifération des missiles balistiques a été lancé à La Haye en novembre dernier. Ce code constitue un important pas en avant car il s'agit du premier instrument international qui encourage la non-prolifération des missiles balistiques et invite les États à faire preuve de toute la modération possible en ce qui concerne la mise au point, l'essai et le déploiement de telles armes.

Troisièmement, la Convention sur l'interdiction des mines terrestres antipersonnel, conclue en 1997, et le Programme d'action adopté en 2001 à la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects font aussi partie des événements

(M^{me} Kawaguchi, Japon)

marquants qui ont eu lieu dans le domaine des armes classiques. En juillet dernier, la première Réunion biennale sur les armes légères, présidée par le Japon, a été couronnée de succès.

Malgré ces événements positifs, il nous faut reconnaître la gravité de la situation actuelle.

Premièrement, les problèmes de non-respect des traités multilatéraux de désarmement et de non-prolifération, y compris le TNP, sont devenus plus aigus. Les cas de non-respect qui mettent en péril ces traités doivent être résolus, afin d'en maintenir l'autorité et la légitimité. Le Japon est très préoccupé par les problèmes de non-respect avéré ou soupçonné du TNP qui se sont fait jour en 2003.

Le Japon est, en particulier, extrêmement préoccupé par l'intention déclarée de la République populaire démocratique de Corée de se retirer du TNP. Le Japon ne saurait accepter l'élaboration, l'acquisition ou la possession, l'essai ou le transfert d'armes nucléaires par ce pays, qu'il exhorte avec force à respecter toutes les obligations qu'il a contractées en vertu du TNP et, partant, de l'accord de garanties qu'il a conclu avec l'AIEA, à geler de nouveau ses installations nucléaires et à démanteler sans délai tout son programme d'armement nucléaire d'une manière vérifiable et irréversible. Le Japon se félicite de la convocation de la première réunion des six pays, qui nous a permis d'entrevoir une solution du problème par le dialogue.

Les États parties doivent s'employer activement à fournir à la communauté internationale la preuve qu'ils respectent les traités. Un niveau élevé de transparence peut contribuer à l'établissement de la confiance entre les États parties. Cela vaut spécialement pour ceux d'entre eux qui entreprennent ou prévoient d'entreprendre d'importantes activités nucléaires. Ainsi, le Japon a engagé l'Iran à coopérer pleinement avec l'AIEA, ainsi qu'à conclure et à appliquer sans délai ni condition un protocole additionnel.

Deuxièmement, il importe de s'attaquer au problème du terrorisme et des armes de destruction massive. Les attentats terroristes du 11 septembre ont entraîné un changement radical de la prise de conscience par les populations de la menace, en mettant en lumière les risques réels de voir des acteurs autres que des États, notamment des terroristes, mettre en péril leur sécurité. Nul ne saurait mesurer l'ampleur du danger auquel nous serions exposés si des armes de destruction massive tombaient dans les mains de terroristes. La communauté internationale a pris des mesures nouvelles pour répondre à cette menace nouvelle, et le Japon a participé activement à ces efforts. De plus, le Japon a contribué à la lutte contre le terrorisme en Afghanistan, par la mise en œuvre d'une loi relative aux mesures spéciales contre le terrorisme. Pour que ces nouvelles mesures soient réellement efficaces, les régimes de désarmement et de non-prolifération doivent fonctionner efficacement. À présent, il est plus que jamais important de maintenir et de renforcer les régimes de désarmement et de non-prolifération.

J'aimerais à présent aborder la situation actuelle de la Conférence du désarmement. Après la rédaction du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en 1996, la Conférence n'a pas été en mesure d'entamer des négociations de fond. Cet immobilisme doit prendre fin sans tarder. Le Japon espère vraiment que la Conférence conviendra dès que possible d'un programme de travail et engagera des travaux de fond.

(M^{me} Kawaguchi, Japon)

Le Japon soutient tout effort constructif visant à faire sortir la Conférence de l'impasse actuelle.

Mon pays accorde une importance toute particulière à l'ouverture de négociations sur un traité visant à l'arrêt de la production de matières fissiles. Il est tout à fait regrettable que la Conférence n'ait pas ouvert de telles négociations, malgré le document final de la Conférence d'examen du TNP de 2000. Nous considérons que ces négociations doivent commencer sans plus attendre. C'est dans ce but qu'en mars dernier le Japon a tenu ici à Genève un atelier et a récemment présenté à la Conférence un document de travail concernant un traité sur la question, qui a été publié sous la cote CD/1714. Nous espérons sincèrement que ce document permettra d'approfondir le débat de fond sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles et qu'il facilitera l'ouverture rapide de négociations. En outre, le Japon pense que tous les États concernés, y compris les États dotés d'armes nucléaires, devraient proclamer un moratoire sur la production de matières fissiles destinées à des armes nucléaires en attendant l'entrée en vigueur du traité.

Je vais à présent définir dans les grandes lignes les priorités de mon pays dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

Le Japon cherche, au premier chef, à instaurer un monde pacifique, sûr et exempt d'armes nucléaires, suivant une démarche réaliste et progressive, en prenant des mesures concrètes en faveur du désarmement nucléaire. Chaque année, le projet de résolution intitulé «Vers l'élimination totale des armes nucléaires», qui reflète la position du Japon, est adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à une majorité écrasante des voix.

Deuxièmement, le Japon, qui est le seul pays à avoir connu les dévastations produites par un bombardement nucléaire, entend s'assurer que les tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki resteront dans toutes les mémoires. Ces 20 dernières années, le Japon a invité à Hiroshima et à Nagasaki plus de 450 diplomates, dans le cadre du Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement. Je suis heureuse de voir que des boursiers du Programme sont présents aujourd'hui parmi les délégations. Mon pays continuera ces efforts à l'avenir.

Troisièmement, pour progresser dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, il est essentiel d'obtenir la compréhension et l'appui des jeunes qui conduiront les générations futures, ainsi que de la société civile dans son ensemble. À cette fin, le Japon met tout particulièrement l'accent sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et fait des efforts particuliers, notamment en invitant des enseignants étrangers spécialisés dans le désarmement.

Les conférences régionales de désarmement sont des moyens efficaces de sensibiliser davantage l'opinion à l'importance que revêt le désarmement au niveau régional. Je suis heureuse de constater qu'une conférence des Nations Unies sur le désarmement se tient chaque année dans différentes villes du Japon depuis 1989. Le Japon se félicite particulièrement des débats constructifs qui ont marqué la conférence sur le désarmement tenue le mois dernier à Osaka.

(M^{me} Kawaguchi, Japon)

Il nous faut prendre des mesures pour promouvoir le désarmement. En plus de la démarche traditionnelle qui s'attache principalement à établir des règles et des normes, nous devons envisager des mesures concrètes telles que la collecte et l'élimination des mines terrestres et des armes légères, ainsi que le démantèlement des armes de destruction massive.

À cet égard, le Japon s'est activement engagé dans la coopération à la dénucléarisation en Russie, dans le cadre du partenariat mondial du G-8. En juin dernier, je me suis rendue à Vladivostok et ai vu de mes yeux un sous-marin mis hors service qui était sur le point d'être démonté dans le cadre des projets de coopération entre la Russie et le Japon, qui ont été désignés sous le nom de «L'étoile de l'espoir» par le Premier Ministre M. Junichiro Koizumi.

Le Japon coopère activement aussi au déminage et à la collecte des armes légères. Le Japon est engagé de longue date dans des projets de déminage en Afghanistan sous l'égide d'organisations des Nations Unies. Lorsque j'ai visité l'Afghanistan l'année dernière, j'ai pu me rendre compte de la gravité des problèmes liés aux mines terrestres et j'ai été émue par l'enthousiasme du personnel local qui travaille avec acharnement à la réalisation de cet objectif louable.

Les excédents d'armes légères freinent les efforts fournis dans le cadre des opérations d'aide humanitaire et des activités de reconstruction et de développement menées par l'ONU et d'autres organisations après les conflits, outre qu'ils contribuent à une relance des conflits et facilitent le crime. Pour résoudre ce problème, le Japon a mis en place au Cambodge un projet de collecte d'armes intitulé «Armes pour le développement».

Le Japon entend promouvoir davantage encore ce type de mesures concrètes en faveur du désarmement.

Le désarmement et la non-prolifération n'ont jamais été aussi importants pour la paix et la sécurité de l'humanité, et la communauté internationale attend avec impatience que la Conférence du désarmement joue son rôle. Nous nous devons de répondre à ces attentes.

Le Japon a le vif espoir que la Conférence, en s'appuyant sur la sagesse de l'humanité, contribuera à la paix et à la prospérité pour les générations à venir. Je puis assurer à la Conférence que le Japon continuera de faire tout son possible pour favoriser le désarmement et la non-prolifération.

La PRÉSIDENTE (traduit de l'anglais): Je remercie la Ministre des affaires étrangères pour son importante déclaration ainsi que pour les paroles très aimables qu'elle a adressées à la présidence.

Avec votre permission, je vais suspendre la séance pour 10 minutes, le temps pour moi de raccompagner la Ministre des affaires étrangères du Japon.

La séance est suspendue à 10 h 40; elle reprend à 10 h 50.

La PRÉSIDENTE (traduit de l'anglais): La 939^e séance reprend. Je vous remercie de votre patience. J'invite à présent le représentant de la France, l'Ambassadeur François Rivasseau, à prendre la parole.

M. RIVASSEAU (France): Madame la Présidente, permettez-moi de vous féliciter pour la manière dont vous exercez vos fonctions et d'exprimer tous les vœux de la France pour votre succès dans cette tâche difficile. Permettez-moi aussi de vous remercier de nous avoir permis d'écouter la Ministre des affaires étrangères du Japon et son important message.

C'est le privilège de tout ambassadeur nouvellement arrivé que de saisir l'opportunité de présenter ou rappeler les grandes orientations de son pays en matière de non-prolifération, de maîtrise des armements et de désarmement, ainsi que les espoirs qu'il place en l'organe unique que constitue la Conférence du désarmement. C'est un privilège et c'est aussi un devoir.

La France vit aujourd'hui en paix. Comme les pays voisins d'Europe avec lesquels elle est liée, la France connaît aujourd'hui une période particulière. Elle n'a pas, peut-être pour la première fois de son histoire, à faire face de manière directe à une menace géographique précise provenant d'un pays donné, mais elle a à faire face à des dangers nouveaux. Rien ne serait plus erroné que de croire que nous vivons dans une sécurité accrue. Ce n'est pas le cas. La mondialisation et le développement des menaces planétaires font que nos intérêts peuvent être affectés par une crise quel que soit l'endroit où elle éclate dans le monde. Cela est vrai de la France comme de chacun des pays que vous représentez, chers collègues. Ici plus qu'ailleurs, nous devons, tels des vigies, mesurer avant les autres les coûts en termes de sécurité qu'impliquent la dépendance mutuelle, l'interconnexion, la complexité technologique et les risques gravissimes de pollution que le moindre conflit peut entraîner de par le monde. Ces risques ne se limitent pas aux parties à un conflit. Nous devons donc plus que jamais nous mobiliser. Est-il besoin de parler aussi des menaces transfrontalières, comme celles que nous connaissons trop bien – celles issues d'acteurs non étatiques qui peuvent, par des actions terroristes, porter la désolation et la mort partout dans le monde? Nous connaissons cette situation, nous y faisons face les yeux ouverts. Mais cette situation – doit-on le rappeler? – correspond à une passe difficile pour le désarmement multilatéral. La progression de la prolifération et son cortège de pratiques fondées sur la défiance s'inscrivent dans un monde plus imprévisible, où de nouveaux acteurs apparaissent, porteurs d'exigences et d'attentes nouvelles.

La France croit aux vertus du droit. Nous sommes favorables à tout ce qui peut renforcer l'efficacité et le caractère multilatéral des processus de désarmement et de non-prolifération.

À ce titre, nous estimons qu'il y a lieu d'avancer et de progresser particulièrement dans un certain nombre de domaines. En ce qui concerne les armes classiques, soit celles qui font le plus de victimes, mon pays est conscient du fléau particulier que constituent les armes légères, si meurtrières aujourd'hui. La France appuie la poursuite des travaux dans ce domaine. Nous espérons, avec la Suisse, dans la ligne de notre initiative commune, que la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies décidera de lancer, dès le début de l'an prochain, des négociations sur le traçage et le marquage des armes légères, première étape vers le contrôle international du commerce illicite de ces armes, conformément aux conclusions du Groupe d'experts réuni à New York en juin et de la Réunion biennale des États consacrée au Programme d'action, que vous avez présidée en juillet, Madame la Présidente.

(M. Rivasseau, France)

Vous connaissez par ailleurs l'engagement de mon pays en faveur de la lutte contre les mines antipersonnel; signataire dès l'origine de la Convention d'Ottawa, la France compte poursuivre énergiquement ses efforts pour l'élimination des mines antipersonnel dans le monde. En témoignera entre autres l'organisation à Paris, au Centre de conférences internationales les 12 et 13 mars prochains, d'un colloque sur la valeur ajoutée que constitue l'existence d'une structure nationale de concertation chargée de l'action contre les mines antipersonnel. Nous souhaitons comparer les mesures d'application de la Convention d'Ottawa prises à titre national et en tirer les leçons pertinentes. La France a créé, dans le cadre de la loi du 8 juillet 1998, une commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, et nous espérons ainsi contribuer utilement à de nouveaux progrès vers cet objectif humanitaire essentiel. Dans ce contexte, il nous paraît important de chercher à dresser, dès à présent, un premier bilan des cinq années d'application de la Convention d'Ottawa, pour mieux en cerner les succès mais aussi pour en mesurer sans complaisance les faiblesses. Nous ne nous satisfaisons pas d'une situation dans laquelle les principaux pays producteurs et utilisateurs de mines antipersonnel restent à l'écart de la Convention, avec les conséquences dramatiques que l'on sait dans les zones de crise et de conflit où l'on retrouve, largement utilisées, des mines de contrebande ou non – la France a pu le constater par elle-même encore récemment en Afrique. Le trafic et le commerce international des mines antipersonnel méritent une attention particulière: il nous faut y réfléchir sans tabous, guidés par l'appel et le reproche que constitue cette chaise boiteuse toujours dressée à la porte de ce palais, devant le mur de nos bonnes consciences. Comme l'a rappelé récemment Dominique de Villepin, «investi de nouvelles responsabilités notamment en matière d'assistance aux victimes des mines antipersonnel, le Gouvernement français entend poursuivre les efforts engagés en faveur d'un monde débarrassé de ce fléau, sans négliger aucun des outils dont il dispose pour rappeler les fondements de sa propre politique dans ce domaine. Notre participation concrète aux travaux de préparation de la première Conférence d'examen, qui aura lieu en 2004, s'inscrit dans cette perspective. Face à l'ampleur des défis communs, l'objectif de tous doit être de favoriser l'application la plus universelle et la plus efficace possible de la Convention d'Ottawa, non d'en réviser les objectifs.».

Je voudrais, enfin, évoquer un troisième sujet important: celui des restes explosifs de guerre. Là encore, il y a une urgence humanitaire. Là encore, la communauté internationale se trouve confrontée à plusieurs dilemmes: Faut-il une norme ambitieuse, juridiquement contraignante, qui ne serait ratifiée que par quelques-uns, du moins au début, ou une norme plus floue, qui ne serait donc pas nécessairement juridiquement contraignante, mais qui pourrait peut-être viser à une quasi-universalité? La position de la France sur ce dossier dérive directement des grands principes qui sont les nôtres. Notre premier objectif, c'est de parvenir à des résultats concrets qui soient suffisamment tangibles pour préserver la crédibilité et la pérennité de la Convention de 1980 qui est le cadre des discussions actuelles sur le sujet. Cela suppose qu'avec nos partenaires de l'Union européenne nous cherchions un texte aussi juridiquement contraignant que possible et aussi universel que possible. Pour résoudre cette apparente contradiction, la France travaillera en faveur d'un protocole à annexer à la Convention de 1980, qui établirait des normes générales simples et efficaces pour corriger les conséquences tragiques des guerres, dans le respect des principes fondamentaux du droit actuel des conflits armés. Si je peux me permettre une parenthèse, nous pensons, ici comme ailleurs, que toute tentative de lier des progrès sur ce dossier à d'autres négociations devrait être soigneusement évitée.

(M. Rivasseau, France)

Quant à la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, la France la combat par tous les moyens dont elle peut disposer. Sur le terrain diplomatique, nous comptons sur un mélange d'actions de prévention et de prudence concertées et vigoureuses – le Code de conduite de La Haye en est un exemple –, dans le respect strict de la légalité et de la légitimité internationale dont le système des Nations Unies est seul dépositaire.

Vendredi dernier, le Président de la République a souligné une fois de plus que la question de la prolifération des armes de destruction massive représentait l'une des plus graves menaces de notre temps. Permettez-moi de citer son propos:

«Certains pays violent leurs engagements internationaux et cherchent à imposer le fait accompli. En pariant sur la division de la communauté internationale, ils font un faux calcul.

Nous attendons de la Corée du Nord le démantèlement complet, vérifiable et irréversible de son programme nucléaire militaire. La France souhaite que le processus de discussion en cours, grâce aux efforts de la Chine, permette de créer les conditions d'un règlement d'ensemble de la question nord-coréenne.

La politique nucléaire de l'Iran suscite aussi de graves préoccupations. Pour établir la confiance, ce pays doit faire preuve de toute la transparence nécessaire. Nous attendons en particulier de lui qu'il signe et mette en œuvre sans condition et sans délai un accord de garanties renforcées avec l'AIEA. Nous souhaitons que les intentions exprimées à cet égard par les autorités iraniennes se traduisent réellement dans les faits.

Le strict respect des engagements internationaux est la condition nécessaire au dialogue et à la coopération pour l'accès à l'énergie nucléaire civile.

Dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, la communauté internationale sera d'autant plus forte qu'elle sera soudée autour d'objectifs communs. À cette fin, je propose que les différentes initiatives engagées dans des cadres tels que le G-8 ou l'Union européenne et l'Initiative de sécurité contre la prolifération soient prochainement discutées par les responsables des pays membres du Conseil de sécurité: ils pourraient se réunir au sommet, pour aboutir à un véritable plan d'action des Nations Unies contre la prolifération.»

Cette prolifération est, avec la montée du terrorisme international, la principale menace qui pèse sur notre sécurité, comme l'Union européenne vient de le rappeler le 20 juin dernier à Thessalonique, dans une déclaration qui constitue désormais notre guide à la Conférence du désarmement.

Au croisement de ce double péril, une réflexion particulière s'impose. La France salue les travaux menés dans ce domaine par diverses fondations, ici encore cette semaine par l'UNIDIR, pour stimuler la communauté internationale.

(M. Rivasseau, France)

La première question qui se pose est celle du diagnostic. Pour le fonder, il faut disposer non seulement d'informations recueillies par les sources de renseignements les plus diverses et les plus performantes, mais aussi d'une capacité multilatérale pour les évaluer, les apprécier, les valider et garantir la vérité et la légitimité des évaluations opérées sur ces bases. Alors, et alors seulement, la communauté internationale pourra se mobiliser dans des conditions propres à assurer le succès. Pour mon pays, l'une des clefs consiste à donner la primauté à une démarche politique, bref, à s'attaquer aussi aux racines du phénomène et non seulement à ses manifestations extérieures.

Attachée au TNP et au Traité d'interdiction complète des essais, à la Convention sur les armes chimiques et à la Convention sur les armes biologiques ou à toxines, la France poursuivra ses efforts en vue de promouvoir une adhésion universelle à ces traités, qui sont les fondements de la non-prolifération et du désarmement. Plus que jamais, l'AIEA, l'OIAC et l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais méritent notre soutien actif. Il faut se souvenir que les équilibres établis par le TNP et garantis par l'AIEA reposent d'abord sur la bonne foi, la confiance mutuelle et la coopération avec l'Agence. Dissimulations, violations partielles, mensonges ne sont pas anodins et appellent la vigilance la plus haute. N'oublions pas non plus que la dénonciation d'un traité, lorsqu'il a été violé au préalable, n'exonère pas le pays concerné de ses responsabilités vis-à-vis de la communauté internationale.

C'est dans ce contexte que M. de Villepin a avancé l'idée de travailler à la création d'un corps d'inspecteurs. Comme le Ministre l'a dit le 28 août dernier à Paris: «La France souhaite la création d'un corps du désarmement, qui serait composé d'inspecteurs permanents, pour répondre aux exigences nouvelles que font apparaître les risques actuels de prolifération, de l'Iran à la Corée du Nord. Ce corps pourrait être à disposition du Secrétaire général de l'ONU sous l'autorité du Conseil de sécurité.». Il s'agit à la fois de tirer les enseignements et de prolonger le mouvement qui, en 15 ans, a conduit la communauté internationale à se doter d'instruments de plus en plus efficaces et perfectionnés, qu'il s'agisse de la vérification du Traité FCE, de l'AIEA, de l'OIAC, de la CSNU ou de la COCOVINU.

Madame la Présidente, vous avez accompli avec succès la rude tâche qui consistait à finaliser la rédaction du rapport annuel de la Conférence du désarmement qui sera comme chaque année soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Vous avez mérité, permettez-moi de le dire, notre confiance et nos plus vifs remerciements.

Permettez-moi en ce moment toujours délicat de rappeler les attentes et les espoirs de la France face à la Conférence du désarmement.

Fidèle avocat du multilatéralisme, la France souhaite que survive la Conférence du désarmement. Son expertise est unique. Les garanties qu'elle offre aux délégations les plus petites sont sans égales. Elle constitue le seul organe où les États Membres peuvent négocier sur un authentique pied d'égalité entre eux.

Cependant, depuis sept ans, la Conférence du désarmement se réunit sans pouvoir s'entendre sur un programme de travail. À l'extérieur de cette salle prestigieuse, il y a un monde en pleine ébullition et ce monde n'attendra pas.

(M. Rivasseau, France)

On s'aperçoit, chaque jour qui passe, que l'après-guerre froide sera à l'image des après-guerres qui l'ont précédé: il constitue un monde en soi. Chaque jour qui passe le définira plus par rapport à ce qu'il est que par rapport à ce qui précéda.

Pourtant la Conférence du désarmement en est restée à sa foi des anciens jours, figée dans un autre siècle et une autre époque. Je ne prendrais qu'un exemple: son ordre du jour élaboré en 1978 est resté inchangé depuis lors. Devons-nous nous satisfaire de cet immobilisme, de cette fossilisation?

Comme le disait, il n'y a pas si longtemps, un philosophe français, chaque époque est marquée par «un horizon d'attente collectif» qui donne un sens au monde et qui motive les hommes et les femmes de bonne volonté. Cela est valable également pour toutes les institutions créées par les hommes pour répondre aux besoins réels, parfois immédiats, des citoyens.

La Conférence du désarmement a fait de grandes choses au cours de son histoire. Elle ne doit pas demeurer en dehors de notre «horizon d'attente». Chers collègues, faisons un instant abstraction du passé, posons-nous des questions simples. Quelles sont les menaces auxquelles le monde est confronté aujourd'hui? Que voulons-nous, aujourd'hui, en 2003, dans le domaine de la sécurité? Comment la Conférence du désarmement peut-elle répondre à ces attentes?

La France soutient certains sujets traditionnels. Nous sommes favorables au commencement immédiat de négociations sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles, sur la base du rapport Shannon et du mandat qui y figure. Nous souhaitons aussi que les États qui ne l'ont pas encore fait déclarent un moratoire sur la production de matières fissiles à usage militaire explosif.

Nous soutenons toujours aussi la constitution d'un comité spécial sur la prévention de la militarisation de l'espace, qui était au départ une idée française.

Nous nous appliquons enfin à tenir nos engagements dans le cadre de l'article VI du TNP et à mettre en œuvre le programme d'action adopté en 1995 au moment de la prolongation indéfinie du Traité. On sait que la France, parmi les puissances nucléaires, est allée particulièrement loin dans cette direction. Comme il a été dit en 2000, il faut continuer à renforcer la stabilité internationale et à se fonder sur le principe d'une sécurité non diminuée de tous.

Mais cela suffit-il? Ne faut-il pas introduire dans cette enceinte le sens de l'actualité et redonner à cette conférence une vocation en rapport avec les vrais besoins urgents du monde d'aujourd'hui? Terrorisme et armes de destruction massive, respect et mise en œuvre des traités, vérification et évaluation des menaces nouvelles: ce sont là autant de thèmes sur lesquels la Conférence devrait apporter une contribution, sous une forme ou sous une autre. Plusieurs délégations, dont la mienne, l'ont souhaité au cours des consultations de cette année.

Qu'il me soit permis de formuler un vœu personnel: au lieu de remettre cinq ans plus tard mes souliers dans mes propres empreintes, au lieu de relire le texte des pauvres interventions que je prononçais ici même en 1998 aux côtés de mon représentant permanent adjoint et d'en trouver à mon grand dam le texte largement encore pertinent, je souhaite que s'ouvrent les fenêtres

(M. Rivasseau, France)

de cette salle sur le vent des tempêtes à venir et que nous nous préparions à y répondre, à y répondre utilement. Car les réponses aux menaces nouvelles ne peuvent émerger que collectivement.

Alors, alors seulement, nous sortirons de l'impasse.

Si les membres de la Conférence du désarmement partaient en quête du responsable de la paralysie de l'unique instance de désarmement, ce serait sans nul doute eux-mêmes, c'est-à-dire nous tous, qu'ils trouveraient au bout du chemin.

La PRÉSIDENTE (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de la France, l'Ambassadeur Rivasseau, pour sa déclaration importante ainsi que pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. J'invite à présent le représentant de Cuba, M. Oscar León González, à prendre la parole.

M. LEÓN GONZÁLEZ (Cuba) (traduit de l'espagnol): Madame la Présidente, permettez-moi de vous féliciter pour la façon dont vous remplissez vos fonctions. Je forme de nouveau des vœux pour le succès de vos efforts. Au nom de ma délégation, je vous remercie de nous avoir permis d'entendre aujourd'hui la Ministre des affaires étrangères de votre pays.

Nous avons demandé la parole pour annoncer que Cuba accueillera la dix-huitième session ordinaire de la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, plus connue sous le nom d'OPANAL, qui aura lieu à La Havane les 5 et 6 novembre 2003, ainsi qu'en a décidé le Conseil de l'OPANAL.

Suite à la récente ratification par Cuba du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, la tenue de la Conférence générale à La Havane apporte une nouvelle fois la preuve de l'importance et du rang de priorité que le Gouvernement cubain accorde à toutes les questions de désarmement nucléaire, et elle réaffirme la volonté politique de Cuba d'apporter une contribution active à une application intégrale des instruments internationaux dans ce domaine. La dix-huitième Conférence générale de l'OPANAL offrira sans aucun doute aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes la possibilité de réaffirmer leurs engagements en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, et sera une occasion privilégiée de consolider le statut qu'ont l'Amérique latine et les Caraïbes de première zone habitée de la planète entièrement exempte d'armes nucléaires. La Conférence générale sera également un cadre tout indiqué pour créer des relations, ou renforcer les relations existantes, entre l'OPANAL et d'autres organisations ou instances intergouvernementales, qu'elles soient mondiales ou régionales, travaillant directement dans le domaine du désarmement et en particulier dans celui du désarmement nucléaire ou ayant une activité importante dans le cadre régional.

Nous espérons que tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes participeront à la Conférence générale au plus haut niveau possible. L'invitation a également été étendue aux États liés au Traité de Tlatelolco. Ma délégation aimerait rappeler que tous les États souhaitant participer à la Conférence générale en tant qu'observateurs peuvent adresser une demande à cet effet à l'OPANAL, qui statuera en vertu de son règlement.

(M. León González, Cuba)

L'humanité continue d'être menacée d'extinction du fait de l'existence de milliers d'armes nucléaires sur la terre. Selon le dernier rapport de l'Institut international de Stockholm, qui a pour vocation de faire des études sur la paix, les puissances nucléaires reconnues par le TNP possèdent à elles seules plus de 16 500 armes nucléaires déployées et environ 36 500 ogives nucléaires. Il s'agit là d'une force de destruction colossale.

Parallèlement, la Conférence du désarmement est forcée de demeurer dans un état de stagnation et d'incapacité d'aborder le problème, tandis que continue le perfectionnement des armes nucléaires. Pour Cuba, comme cela a été dit maintes fois, la seule solution durable qui puisse être apportée au problème des armes nucléaires consisterait à les éliminer totalement. Les mots ne suffiront pas pour répondre à ces aspirations: il faudra des actes concrets.

Avec l'adhésion de Cuba au TNP, la ratification du Traité de Tlatelolco et, maintenant, la tenue de la dix-huitième session ordinaire de la Conférence générale de l'OPANAL, mon pays tient son engagement en faveur de l'élimination complète des armes nucléaires et apporte à nouveau la preuve de la vocation pacifiste de son peuple et de son gouvernement.

Enfin, j'aimerais signaler que nous avons demandé au secrétariat de la Conférence de publier comme document officiel de la Conférence une note d'information sur la tenue à Cuba de la dix-huitième session de la Conférence générale de l'OPANAL. Nous avons été informés que ce document a déjà paru le 2 septembre 2003 sous la cote CD/1715.

La PRÉSIDENTE (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de Cuba pour sa déclaration extrêmement importante ainsi que pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée, l'Ambassadeur Eui-Yong Chung.

M. CHUNG (République de Corée) (traduit de l'anglais): Avant de commencer ma déclaration générale, j'aimerais remercier vivement la Ministre des affaires étrangères du Japon, S. E. M^{me} Yoriko Kawaguchi, d'avoir pris la peine d'assister à la présente séance plénière de la Conférence, malgré qu'elle soit très sollicitée partout dans le monde, ainsi que de sa déclaration exhaustive, que nous avons suivie avec la plus grande attention. M^{me} Kawaguchi, dans sa déclaration, a abordé plusieurs questions importantes et actuelles relatives au désarmement et certaines de ses observations méritent d'être examinées de près par la Conférence. Je pense que cette déclaration doit être pour nous une grande source d'encouragement dans nos efforts pour sortir de l'impasse actuelle et redonner vie au processus de négociation dès que possible.

J'aimerais également, Madame la Présidente, vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Vous prenez ces fonctions à un moment critique, alors qu'il nous faut encore sortir de l'impasse qui a trop longtemps empêché l'adoption d'un programme de travail. Je suis certain que vous serez en mesure de tirer pleinement parti de votre mandat, qui durera jusqu'à la fin de cette année, et que, sous votre direction, nous pourrons enregistrer de réels progrès et reprendre un travail de fond l'année prochaine. Soyez assurée du soutien sans réserve et de l'entière coopération de ma délégation.

(M. Chung, République de Corée)

Alors que la Conférence s'apprête à conclure une septième année sans résultats tangibles, il importe de s'efforcer davantage d'explorer la possibilité d'un accord sur un programme de travail qui permettrait à la Conférence de reprendre ses travaux de fond. Des efforts successifs à cet égard ont récemment abouti à la proposition des cinq Ambassadeurs, contenue dans le document CD/1693 et qui a été modifiée en juin de cette année par l'Ambassadeur de Belgique au nom des cinq Ambassadeurs. Le Gouvernement de la République de Corée voit dans la proposition des cinq Ambassadeurs, telle que modifiée par l'Ambassadeur Lint, l'utile point de départ d'un compromis. Ma délégation se félicite également de ce que la Chine et la Fédération de Russie, entre autres, aient su se montrer plus souples dernièrement, en indiquant qu'elles étaient prêtes à ne pas s'opposer à un consensus sur la proposition des cinq Ambassadeurs concernant le programme de travail, telle que modifiée. Tout en accordant la priorité absolue à l'ouverture rapide de négociations sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles, ma délégation compte que cette souplesse générera un dynamisme permettant l'adoption d'un programme de travail.

La République de Corée a placé au premier rang de ses priorités l'ouverture au plus tôt de négociations sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles. Comme nous le savons tous, il a été convenu à la Conférence d'examen du TNP de 2000 que des négociations sur un tel traité seraient conclues dans les cinq ans, et les membres de la Conférence du désarmement sont d'accord sur le mandat de négociation depuis 1995. Il y a lieu de noter que la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2005, qui s'est tenue à Genève cette année, a vu un nombre considérable de délégations mettre l'accent sur l'importance qu'il y a à ouvrir au plus tôt des négociations sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles, vu qu'un tel traité constituerait à la fois une importante mesure de non-prolifération et un préalable indispensable au désarmement.

Nous pensons à cet égard que les États dotés d'armes nucléaires devraient déclarer de leur plein gré un moratoire sur la production de matières fissiles à des fins militaires, avant même la conclusion de négociations sur un traité visant l'arrêt de la production de telles matières. Ils pourraient même aller plus loin en plaçant les matières fissiles qui ne leur sont plus nécessaires à des fins militaires sous le régime de vérification de l'AIEA. Pour assurer l'universalité et l'efficacité d'un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles, il sera nécessaire de demander la participation d'États non parties au TNP ainsi que de l'ensemble des États membres de la Conférence du désarmement.

Dans l'impasse actuelle dans laquelle se trouve la Conférence, ma délégation apprécierait tous efforts qui seraient faits pour maintenir l'élan en faveur des négociations à venir sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles, tels que des réunions ouvertes à tous ou des ateliers informels ou d'information sur un tel traité. Ma délégation espère que de telles initiatives contribueront de façon importante à nos travaux à venir, bien que des travaux de cette nature n'équivalent pas à des négociations.

Quant aux questions de fond, j'aimerais exposer les vues préliminaires de ma délégation sur la portée et la vérification du traité.

(M. Chung, République de Corée)

Premièrement, s'agissant de la portée du traité, il existe deux groupes d'opinion: le premier insiste sur l'idée que les stocks existants doivent être pris en compte dans le traité et le second s'y refuse. Ma délégation pense qu'il est important de parvenir rapidement à un accord, bien que la transparence concernant les stocks et le contrôle de leur réduction et de leur conversion revêtent aussi une importance capitale pour le désarmement nucléaire. Nous devons par conséquent étudier la proposition sud-africaine contenue dans le document CD/1671 à titre de solution de rechange qui permettrait d'aplanir les divergences sur la production antérieure de matières fissiles. Ma délégation trouve particulièrement intéressante la démarche sud-africaine, consistant à prendre en compte les matières servant à la production d'armes nucléaires qui seraient déclarées excédentaires ainsi que les installations de production mises hors service et les structures y relatives. Il pourrait également être utile d'examiner des questions relatives aux stocks, dans le but d'adopter des mesures de confiance facultatives, en attendant qu'intervienne un consensus sur cette question.

Deuxièmement, une interdiction de la production de matières fissiles devrait être vérifiée à l'aide de mesures efficaces à moindre prix. S'agissant du choix entre une démarche exhaustive ou ciblée, ma délégation considère que le système de vérification mis en place devrait être très fiable et rendre l'interdiction effectivement vérifiable. Parallèlement, le régime de vérification établi par le traité devrait être fondé sur le système actuel de garanties de l'AIEA et de protocoles additionnels, pour qu'il soit possible d'assurer la cohésion de la vérification de l'ensemble des matières fissiles. En outre, pour des raisons d'expérience et de rentabilité, l'AIEA serait l'organisme tout indiqué pour la vérification du respect d'un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles. Il semble qu'un organisme spécifique ne soit pas indispensable.

On admet que la prolifération illicite et le trafic des armes légères sont l'un des défis les plus importants dans la lutte contre les armes classiques. La communauté internationale a fait en 2001 d'importants progrès dans ce domaine en adoptant le Programme d'action en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. En consacrant un accord sur un train de mesures relatives à la fabrication, à la commercialisation, au traçage, à l'enregistrement, au contrôle des exportations, à la gestion des stocks, à la réduction des excédents et à la destruction de ces armes, le Programme d'action a contribué durablement à l'établissement d'un mécanisme efficace de limitation de la prolifération et du commerce illicite des armes légères.

Nous en sommes au début du long processus de mise en œuvre du Programme d'action. Toutefois, en juillet dernier, à la première Réunion biennale des États, nous nous sommes engagés dans la bonne voie, en grande partie grâce à votre direction éclairée, Madame la Présidente, qui avez présidé cette réunion. Ma délégation considère que, grâce à votre ferme engagement, des mesures significatives ont été prises en vue de la mise en œuvre du Programme d'action. La République de Corée a soumis son rapport national lors de cette réunion, rapport qui contient nos positions nationales sur les modalités de mise en œuvre du Programme d'action adopté. Je me réjouis également de la recommandation du Groupe d'experts gouvernementaux sur la question du traçage des armes légères illicites, et suis impatient de voir s'ouvrir des négociations sur un instrument international permettant aux États de tracer et de recenser les armes légères illicites.

(M. Chung, République de Corée)

Après avoir adhéré, en mai 2001, à la Convention sur certaines armes classiques, la République de Corée a pris part à différents efforts pour développer plus avant le régime établi par cette convention. Mon pays a également déposé ses instruments d'acceptation de l'article premier modifié de la Convention au début de cette année.

Il convient de noter que les négociations en cours sur un instrument relatif aux restes explosifs de guerre ont considérablement avancé cette année. J'espère que, sur la base des propositions passées et à venir du Coordonnateur, l'Ambassadeur des Pays-Bas, M. Sanders, nous pourrons, d'ici à la fin de l'année, aplanir encore les divergences sur plusieurs questions controversées. En outre, ma délégation est favorable à l'ouverture de négociations sur un instrument juridiquement contraignant relatif aux mines autres que les mines antipersonnel.

La République de Corée soutient l'interdiction complète des armes biologiques ou à toxines car elle s'oppose à leur prolifération. À cet égard, nous estimons que la première Réunion d'experts tenue en août dernier a réellement servi la mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques, et nous espérons qu'elle permettra de mieux cibler les travaux de la Réunion des États parties prévue pour novembre.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour vous faire part des initiatives positives prises récemment concernant le problème des installations nucléaires de la Corée du Nord. Les premiers pourparlers des six pays ont été tenus la semaine dernière à Beijing dans le but de parvenir à une solution globale du problème. Ces pourparlers, point de départ d'un long processus, ont créé les conditions nécessaires pour gérer la situation. Les six parties ont réaffirmé les principes de la dénucléarisation de la péninsule coréenne et du règlement pacifique de la question nucléaire par l'instauration de la confiance et par le dialogue. Le Gouvernement de la République de Corée poursuivra ses efforts en vue de faire intervenir un règlement de la question nucléaire et une paix durable dans la péninsule.

La République de Corée, du fait de sa situation géopolitique unique sur le plan de la sécurité, restera attachée à la cause du désarmement et de la non-prolifération. Ma délégation contribuera de son mieux aux efforts sans relâche de la communauté internationale pour parvenir à ces objectifs. En conclusion, je tiens à réaffirmer la ferme volonté qu'a ma délégation de contribuer valablement à l'ouverture rapide de négociations à la Conférence du désarmement.

La PRÉSIDENTE (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de la République de Corée de sa déclaration très importante et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je ne manquerai pas de faire part à la Ministre des affaires étrangères du Japon des paroles aimables qui lui ont été adressées. Je donne maintenant la parole au représentant du Royaume-Uni, l'Ambassadeur Broucher.

M. BROUCHER (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (traduit de l'anglais): Madame la Présidente, je veux commencer par vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Nous apprécions beaucoup la manière dont vous remplissez vos fonctions et nous ne doutons pas que la Conférence est en de bonnes mains. Je puis vous assurer du soutien de ma délégation dans l'accomplissement de vos tâches difficiles. Permettez-moi également de dire que nous avons trouvé très encourageant de voir l'intérêt que

(M. Broucher, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

votre Ministre des affaires étrangères porte à nos travaux. Elle a soulevé un certain nombre de points très pertinents et nous les étudierons avec attention.

Avec votre permission, Madame la Présidente, j'aimerais faire une brève déclaration au sujet d'un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles.

Le Royaume-Uni accueille avec satisfaction le document de travail présenté le 14 août par le Japon concernant un traité visant l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires (CD/1714). Nous considérons qu'il s'agit là d'une contribution constructive et utile au débat.

Nous approuvons sur le fond ce document de travail. Comme le Japon, nous sommes prêts à entreprendre immédiatement des travaux sur la base du mandat Shannon (CD/1299). Comme j'en ai déjà informé la Conférence, en attendant l'ouverture de négociations, le Royaume-Uni observe un moratoire sur la production de matières fissiles à des fins d'armement et a l'espoir que ceux qui continuent d'en produire nous suivront en cela.

Nous nous félicitons de la proposition japonaise concernant la question des stocks, qui nous semble être une contribution constructive. Nous sommes aussi d'avis, en particulier, qu'un couplage des questions de la production future et des stocks existants ne fera que compliquer le débat et nuire au processus de négociation. Nous pensons que ce sont notamment les couplages de ce genre qui empêchent la Conférence de se remettre au travail.

Le Royaume-Uni a des doutes quant à la création d'un groupe d'experts avant l'ouverture de négociations, comme il a été proposé dans le document de travail du Japon. Nous voudrions soumettre à la délégation japonaise un certain nombre de points. Contrairement aux groupes techniques établis lors des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, par exemple pour la question de la surveillance sismologique, un groupe qui se pencherait sur les considérations techniques liées à une interdiction de la production de matières fissiles ne travaillerait pas avec des paramètres clairs. Nous courrions le risque de le voir s'enliser dans un débat politique plutôt que d'apporter une contribution scientifique véritable. Cela doit être évité. Un tel groupe aurait en outre des difficultés à discuter de la vérification avant que nous nous soyons mis d'accord sur la portée du traité. Nous nous posons également des questions sur la composition et le statut de ce groupe.

Malgré nos doutes, nous continuons de croire que les points de vue du Royaume-Uni et du Japon sur la question d'un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles demeurent proches. Nous nous félicitons également de l'organisation d'une réunion sur cette question le 26 septembre par le représentant des Pays-Bas. Nous espérons que l'ensemble des délégations seront en mesure de participer à ces travaux. C'est seulement en discutant des problèmes que nous pourrions mieux nous comprendre et, ainsi, commencer à travailler.

La PRÉSIDENTE (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant du Royaume-Uni, l'Ambassadeur Broucher, pour sa déclaration extrêmement importante et également pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je communiquerai à la Ministre des affaires

(La Présidente)

étrangères du Japon les paroles aimables qu'il a eues à son égard. La délégation japonaise étudiera les points soulevés par l'Ambassadeur Broucher, et je suis sûre qu'elle sera en mesure d'y répondre.

La liste des orateurs est épuisée. Je remercie la Conférence pour les déclarations constructives et prospectives qui ont été faites aujourd'hui. Je souhaite ardemment que nous conservions cette dynamique, de manière à pouvoir entamer des travaux de fond l'année prochaine.

Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Je la donne au représentant de la République populaire démocratique de Corée.

M. JANG (République populaire démocratique de Corée) (traduit de l'anglais): Je suis au regret de devoir prendre la parole pour répondre aux propos de la Ministre des affaires étrangères du Japon.

La Ministre des affaires étrangères du Japon a exhorté mon pays, bien que ce dernier ne soit pas partie au TNP, à s'acquitter de ses obligations en vertu dudit traité. Par-dessus tout, je ne peux que douter de l'intention réelle qu'a la Ministre en tenant de tels propos au sein de cette instance, sans prendre en considération les réalités et une source de danger dans la région. Je pense que le Japon connaît bien les raisons de la dénonciation du TNP par notre pays. Si le Japon s'en tient à une attitude de bonne volonté à l'égard de notre pays et s'abstient de toute provocation, il n'a rien à craindre de la mesure de protection que celui-ci prend. La République populaire démocratique de Corée a dénoncé le TNP pour défendre sa souveraineté et son droit vital, afin de juguler une situation grave découlant des sérieuses menaces qui pèsent sur elle.

Ce que je viens de dire vaut aussi pour l'intervention du représentant de la France. J'ajouterai que les mesures coercitives inacceptables pour les États souverains, telles que le prétendu «corps du désarmement» proposé par la France, ne sauraient résoudre les problèmes actuels de manière pacifique et négociée, mais sont plutôt de nature à aggraver la situation et à la compliquer.

La Ministre des affaires étrangères du Japon s'est félicitée des premiers pourparlers des six pays, tenus à Beijing la semaine dernière. Toutefois, nous sommes déçus de l'attitude du Japon lors de ces pourparlers. La République populaire démocratique de Corée a accepté que le Japon participe aux pourparlers sur la péninsule coréenne. En conséquence, le Japon, en tant que participant, aurait dû faire des efforts pour orienter les pourparlers vers un règlement équitable de la question nucléaire dans la péninsule coréenne. Au lieu de cela, le Japon a cherché à dégrader le climat des pourparlers en soulevant des questions déraisonnables. Si le Japon est réellement préoccupé par la sécurité et veut un règlement pacifique de la question nucléaire dans la péninsule coréenne, il doit s'abstenir de soulever des questions qui ne sauraient aider à la régler. Je n'entrerai pas dans les détails, mais je pense que le Japon ferait bien de réfléchir à sa position et d'appréhender objectivement et comme il se doit la situation.

La PRÉSIDENTE (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de la République populaire démocratique de Corée de sa déclaration.

(La Présidente)

En tant que Présidente de la Conférence, je ne manquerai pas de faire part à la Ministre des affaires étrangères du Japon de la déclaration du représentant de la République populaire démocratique de Corée.

M'exprimant brièvement en ma qualité de chef de la délégation japonaise, je dirai que j'ai la ferme conviction que le Japon a participé aux pourparlers des six pays en ayant par-dessus tout le très vif désir de régler pacifiquement des questions très importantes, dans un esprit de sincérité et de bonne volonté, et de trouver des solutions aux problèmes régionaux et bilatéraux par le dialogue.

À mon avis, en étant guidée par un tel esprit, la communauté internationale pourra résoudre de nombreux problèmes de façon constructive et productive. Nous tous qui participons aux travaux de la Conférence en tant qu'experts du désarmement ou représentants pour les questions de désarmement avons le devoir sacré de prouver au monde qu'un tel esprit peut véritablement produire des résultats utiles au niveau régional et à l'échelle mondiale, pour les générations futures.

J'ai cru comprendre que la République populaire démocratique de Corée partage ces vues et que toutes les parties engagées dans ces pourparlers historiques espèrent poursuivre ce processus et prouver au monde que certaines des questions les plus difficiles peuvent effectivement être réglées de manière pacifique. Je suis certaine que nous avons cela tous en commun.

D'autres délégations souhaitent-elles prendre la parole?

Avant de conclure, je vous rappelle que nous avons achevé mardi dernier l'examen du projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies, publié sous la cote CD/WP.531, et que, grâce à l'esprit de coopération et de souplesse de l'ensemble des délégations, nous avons été en mesure de l'adopter provisoirement dans son intégralité. J'en remercie toutes les délégations. J'ai l'intention d'officialiser l'accord provisoire auquel nous sommes parvenus lors de la séance plénière informelle de mardi et de faire adopter le projet de rapport annuel à notre dernière séance plénière, le mardi 9 septembre 2003.

Afin de faciliter l'adoption du projet de rapport annuel, j'ai demandé au secrétariat de publier une compilation de toutes les modifications du projet de rapport qui ont été examinées et ensuite adoptées provisoirement. Ce document a été publié sous la cote CD/WP.532. Il a été déposé dans les casiers des délégations et a été distribué dans cette salle il y a quelques instants.

Nos travaux sont terminés pour aujourd'hui. La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le mardi 9 septembre 2003, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 40.